



Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Éducation
Educational Research Network for West And Central Africa



DISPARITES DE GENRE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AU TOGO : CAUSES ET APPROCHES DE SOLUTIONS

Rapport d'étude

Version provisoire

Lomé, mars 2007

ORGANIGRAMME DE L'ETUDE

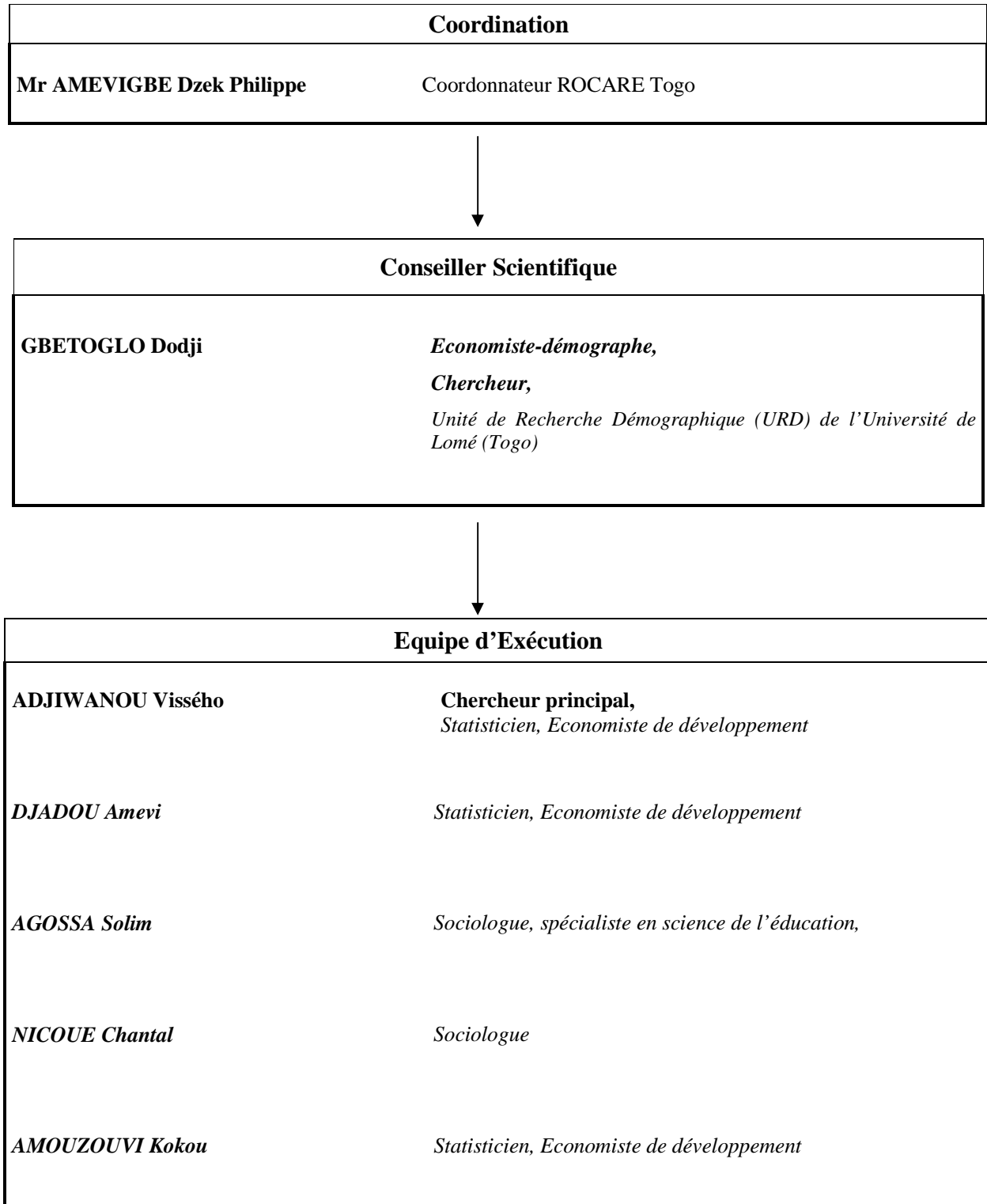


TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	III
LISTE DES GRAPHIQUES	V
SIGLES ET ACRONYMES.....	VI
REMERCIEMENTS	VII
RESUME EXECUTIF	VIII
INTRODUCTION.....	10
I- OBJECTIFS, HYPOTHESES, METHODOLOGIE ET DEROULEMENT DE LA COLLECTE.....	15
I.1- OBJECTIF GENERAL.....	15
I.2- HYPOTHESES DE RECHERCHE.....	15
I.3- METHODOLOGIE DE L'ETUDE.....	15
I.3.1- <i>La collecte quantitative</i>	15
I.3.2- <i>L'enquête qualitative</i>	16
I.3.3- <i>Les axes de discussion</i>	17
I.3.4- <i>Les difficultés rencontrées</i>	18
I.4- DEROULEMENT DE L'ENQUETE SUR LE TERRAIN ET EXPLOITATION DES DONNEES	18
I.4.1- <i>La collecte des données</i>	18
I.4.2- <i>Traitement des données</i>	18
RESULTATS	19
<u>II. EVOLUTION DES EFFECTIFS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR TOGOLAIS DE 1997 A 2005</u>	19
II.1- CALCUL DE L'INDICATEUR DE PARITE ENTRE LES SEXES	19
II.2- EVOLUTION DES EFFECTIFS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	20
II.2.1- <i>Tendance globale</i>	20
II.2.2- <i>Tendance dans les facultés de l'enseignement supérieur public</i>	21
II.2.3- <i>Tendance dans différents grades de l'enseignement supérieur public</i>	22

III- LES CAUSES DES DISPARITES DE GENRE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AU TOGO ..	24
III.1- LES CAUSES EXTERNES ET CULTURELLES	24
III.2- LES CAUSES INHERENTES AU SYSTEME EDUCATIF SUPERIEUR	27
IV- LES MESURES PROPOSEES POUR ARRIVER À L'EQUITE DE GENRE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AU TOGO	29
IV.1- A L'ENDROIT DES COMMUNAUTES	30
IV.2- A L'ENDROIT DES FILLES ELLES-MÊMES.....	30
IV.3- A L'ENDROIT DE L'ÉTAT	31
IV.4- A L'ENDROIT DES RESPONSABLES DE L'UNIVERSITÉ	33
IV.5- A L'ENDROIT DES ONG	33
CONCLUSION.....	34
BIBLIOGRAPHIE.....	36
ANNEXES	39

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique I. 1: Evolution comparée des effectifs en première année à l'Université publique et à l'Université privée au TOGO de 1997 à 200520

Graphique I. 2: Evolution comparée des effectifs en première année dans les facultés de l'Université publique au TOGO de 1997 à 200522

Graphique I. 3: Evolution comparée des effectifs des différents grades de l'enseignement supérieur de 1997 à 200523

SIGLES ET ACRONYMES

BTS	:	<i>Brevets de Techniciens Supérieurs</i>
DAAS	:	<i>Division des Affaires Académiques et de la Scolarité</i>
EAM	:	<i>Ecole des Assistants médicaux</i>
ENSI	:	<i>Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs</i>
ESA	:	<i>Ecole Supérieure d'Agronomie</i>
ESTBA	:	<i>Ecole Supérieure de Techniques Biologiques et Alimentaires</i>
FASEG	:	<i>Faculté des Sciences Economiques et de Gestion</i>
FDD	:	<i>Faculté De Droit</i>
FDS	:	<i>Faculté Des Sciences</i>
FLESH	:	<i>Faculté des Lettres et Sciences Humaines</i>
FMMP	:	<i>Faculté Mixte de Médecine et de Pharmacie</i>
ROCARE	:	<i>Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education</i>

REMERCIEMENTS

Au terme de cette étude, l'équipe d'exécution tient à adresser ses sincères remerciements aux personnes et institutions ci-après :

- ROCARE, pour la confiance faite en elle par l'octroi des subventions sans lesquelles la présente étude n'aurait pas pu voir le jour. Elle exprime particulièrement ses remerciements à Mme TOURE Kathlyn, Coordinatrice Régionale de ROCARE et à Mme MASSOUKA Teicle-Mireille, Gestionnaire des projets à ROCARE Régional;
- Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, pour avoir facilité le déroulement de l'opération de collecte des données sur le terrain ;
- Monsieur AMEVIGBE Dzek Philippe, Coordinateur de ROCARE-Togo, pour ses propositions et suggestions depuis la phase de conception jusqu'à l'amélioration finale de ce document ;
- Monsieur GBETOGLO Dodji, pour ses conseils à la fois pour la conduite des travaux et sur la gestion du groupe tout au long de cette expérience ;
- Le Directeur de la Planification de l'Education, le Directeur de l'Office des BTS, les Chefs de Département de l'Université de Lomé, les Directeurs des Etudes des BTS qui ont consentis de leur temps pour répondre à nos questions ;
- Les facilitateurs, les enquêteurs, les agents de saisie, qui ont travaillé d'arrache-pied pour que les données soient collectées et mises en forme à temps pour la rédaction du rapport d'étude ;
- Les étudiantes de l'Université de Lomé et des BTS, qui ont accepté de participer et de collaborer directement ou indirectement à la réussite de cette étude très enrichissante, dont la mise en application des résultats, nous l'espérons, contribuera à la réduction des disparités de genre dans l'enseignement supérieur mais au delà, de l'enseignement scolaire de manière générale.

A tous, merci.

RESUME EXECUTIF

L'étude sur les disparités de genre dans l'enseignement supérieur togolais vise à cerner les conditions pour la réduction des inégalités de genre dans l'enseignement supérieur au Togo. De manière spécifique, cette étude permettra de faire ressortir de manière quantitative le niveau des disparités de genre à tous les niveaux et dans toutes les filières ou facultés de l'enseignement supérieur togolais, de comprendre les causes de ces disparités et d'apporter des propositions de solutions plus ciblées.

Pour ce faire, une collecte quantitative doublée d'une collecte qualitative ont été menées. Ces collectes se sont déroulées à Lomé. La collecte quantitative a porté sur une compilation des statistiques de 1997 à 2005 des effectifs de filles et de garçons qui sont dans l'enseignement supérieur tant public que privé à Lomé. Les collectes qualitatives ont porté sur des focus groups avec des étudiants des deux sexes et des entretiens individuels avec des responsables de l'enseignement supérieur au Togo. Au total, 14 focus dont 3 d'étudiants ont été menés et 12 entretiens individuels. Le logiciel EPI INFO a été utilisé pour la saisie des données quantitatives et SPSS pour les analyses. Les données qualitatives ont été exploitées par la méthode de l'analyse des contenus.

Les résultats quantitatifs ont fait ressortir l'épineux problème de disparités de genre dans l'enseignement supérieur au Togo, plus prononcées dans le public que dans le privé et dans les cycles scientifiques que dans les cycles non scientifiques. De même, ces résultats ont montré que comparativement aux étudiants, les filles sont plus nombreuses à échouer puis à abandonner l'université, accentuant de ce fait les problèmes de disparités. Une raison évidente de la disparité est déjà qu'il y a vraiment peu de filles à la porte d'entrée de l'université du à la déperdition plus forte observée chez elles dans les degrés inférieurs de l'enseignement. La disparité horizontale observée est due au type de baccalauréat que les filles obtiennent le plus souvent et à la sélection par des concours à l'entrée de certaines facultés

De façon plus détaillée, l'étude révèle que :

- En 1997, pour chaque fille qui entre en première année à l'université, environ six garçons y font également leur entrée alors qu'en 2005, ce rapport tombe à une fille pour quatre garçons.
- En 2005, il faut une fille pour quatre garçons alors que dans le même moment dans les formations privées, ce rapport est d'une fille pour 1,4 garçon. Par conséquent, dans les universités publiques, il demeure encore de très grands efforts à accomplir afin d'atteindre la parité entre les garçons et les filles.
- Au fur et à mesure que le degré de scientificité de la faculté augmente, de moins en moins de filles sont dans ces facultés. Ainsi, en première année de l'Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs (ENSI) ou de l'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA), on compte en moyenne vingt garçons pour une fille. Par contre, pour les facultés FDD et FLESH, on dénombre approximativement trois garçons pour une fille

- Les résultats révèlent également que les disparités s'accroissent au fur et à mesure que les étudiants montent en grade. Ainsi, par exemple en moyenne sur les neuf ans (1997 à 2005), le ratio « *effectif des filles/effectif des garçons* » vaut 0,233 en première année ; 0,214 en deuxième année ; 0,172 en troisième année et 0,182 en quatrième année.

L'enquête qualitative a permis d'élucider les causes de cette disparité. Les raisons qui l'expliquent sont de deux ordres. Le premier dépasse le cadre même de l'université et est lié à plusieurs facteurs entre autres, culturels (la place de la femme dans la société, le manque d'ambition et d'engagement des filles), économiques qui ne leur facilitent pas les études, elles sont contraintes de démissionner ou de trouver un « *grotto* »¹ pour les financer et par conséquent gérer les problèmes liés à la présence même de grotto dans leur vie.

Le deuxième type de facteurs est lié à l'offre d'éducation ; l'université publique est encombrée et n'offre plus le minimum de conditions d'étude ; et les filles en pâtissent plus que les garçons. Des propositions de solutions ont découlé de ces constats. Il faut d'abord agir sur les mentalités et les préconçus culturels ; un travail de sensibilisation s'impose pour amener la société à un changement progressif de mentalité sur le statut social de la femme. De ce changement de mentalité, viendra une plus grande motivation et des ambitions accrues chez la fille à tous les niveaux ou degré de l'enseignement. Il faut adopter ou améliorer l'éducation sexuelle dans les programmes d'enseignement, pour que les filles ne soient plus obligées d'abandonner l'école pour cause de grossesse non désirée.

En réduisant ainsi progressivement la disparité plus forte des filles dans le primaire et le secondaire, il faut se préparer pour mieux les attendre à l'université. Il s'agit d'améliorer et d'accroître l'offre d'éducation à l'université pour tous les étudiants sans discrimination de sexe ; les étudiantes y trouveront forcément leur compte.

La réduction des disparités dans l'enseignement supérieur demande qu'on mette l'accent sur la tenue des statistiques dans les différentes universités du Togo et même dans les ordres d'enseignement inférieur. Dans la plupart des écoles visitées lors de cette étude, les statistiques sur les effectifs et sur les réussites étaient mal tenues sinon inexistantes.

¹ Terme pour désigner les hommes aisés, riches qui sortent avec les jeunes filles.

INTRODUCTION

Depuis maintenant plusieurs années, la question de la parité du genre dans tous les domaines de la vie y compris dans les centres de décision politique, sociale et économique est posée avec acuité. Le genre² se réfère aux rôles et responsabilité des femmes et des hommes que construit la société au sein d'une culture ou d'un espace donné. De nombreuses études ont élucidé la situation économique précaire et les conditions de vie difficile des femmes en générale et des femmes africaines en particulier. Il est devenu évident que pour améliorer les conditions de vie des femmes, il faut les rapprocher des centres de décisions. Ce but ne peut être atteint que si on assure aux filles les mêmes conditions d'éducation qu'aux garçons, des conditions qui les maintiennent aussi longtemps dans le cursus scolaire et universitaire. L'éducation étant reconnue par plusieurs auteurs (Ravallion et Wodon, 2000 ; Lee et Barro, 2000) comme un puissant catalyseur de ce processus.

Plusieurs autres raisons plaident en faveur de l'éducation des filles. Paul Schultz (2001) retient principalement trois raisons d'ordre économique, sociale et d'équité pour lesquelles, il juge important d'investir dans l'éducation des femmes. Sur le plan économique, mieux éduquées, les femmes travaillent plus d'heures que les hommes, élargissent les taxes et de ce fait réduisent les distorsions liées aux impôts (Schultz, 2001).

La raison relative à l'équité a été reconnue lors des différentes rencontres sur l'éducation depuis le sommet tenu à Jomtien (Thaïlande) en 1990 qui proclamait l'éducation pour tous. Cette conférence a été le point culminant dans la prise de conscience et la nécessité d'accorder une priorité à la situation de l'éducation des femmes et des filles afin de corriger le déséquilibre entre les sexes. Depuis cette conférence, l'on a assisté à la multiplication des actions (des institutions internationales, des gouvernements et des ONG) en faveur de la promotion de l'éducation pour cette tranche de la population. Mais, il faut reconnaître que plus d'une décennie après, les filles et les femmes représentent toujours les couches les plus défavorisées en matière d'éducation. Le *Forum mondial sur l'éducation* qui s'est tenu à Dakar en avril 2000, en réaffirmant les principes de l'Education pour tous (Jomtien, 1990) et en montrant la détermination de la communauté internationale à corriger ce déséquilibre entre les sexes, montre bien que la situation n'a pas beaucoup évolué et qu'il faut maintenir les actions. On ne peut donc pas proclamer l'égalité et continuer de laisser sur la touche plusieurs dizaines de milliers de femmes sans scolarisation.

Enfin sur le plan social, une meilleure éducation des filles leur permet également de se prendre correctement en charge dans plusieurs domaines socio-sanitaires. Une étude réalisée en 2005 sur le Togo, a montré que les femmes plus instruites sont celles qui recourent davantage à l'utilisation des préservatifs, qui ont plus tardivement les premiers rapports sexuels et qui se marient le plus tardivement possible (Vignikin et Adjiwanou, 2005). Ces mêmes constats ont été dressés par différentes Enquêtes Démographiques et de Santé (EDS), lesquelles ont également mis l'accent sur l'impact positif de la scolarisation des mères sur la mortalité des enfants.

Par ailleurs, les externalités de l'éducation des filles sont très importantes et indéniables d'abord pour elles-mêmes, ensuite pour leur foyer et pour leur communauté, car bien souvent c'est aux femmes que revient le rôle d'assurer l'éducation des enfants. Il ressort ainsi que dans les couples où la femme est éduquée, la scolarisation des enfants est mieux assurée et

² Unité de recherche démographique (1993) « Population développement et approche genre au Togo », Rapport d'études, Lomé.

leurs résultats scolaires sont meilleurs. Selon les Nations–Unies, « *une femme éduquée a de meilleures perspectives économiques et participe davantage à la vie publique. Si elle est mère, elle tend à avoir moins d'enfants mais en meilleure santé, qui ont plus de chances d'aller à l'école. Tous ces points positifs sont autant d'armes contre le cercle vicieux de la pauvreté* » (Nations Unies, 1991).

Si l'ensemble des études ci-dessus citées (Vignikin et Adjiwanou, 2005 ; Ravallion et Wodon, 2000 ; Lee et Barro, 2000 ; etc.), montre l'effet indéniable de l'éducation dans plusieurs domaines de la vie, ces études ont révélé en outre que ces effets s'amplifient au fur et à mesure qu'on monte en grade. Mais paradoxalement, beaucoup de filles n'arrivent pas à tirer profit d'une formation supérieure puisqu'elles n'arrivent tout simplement pas à ce niveau. L'on évalue que les femmes représentent 53% de l'effectif total dans l'enseignement supérieur des pays développés, ce pourcentage tombe à 27% seulement dans les pays en développement (UNESCO, 2003). Beaucoup d'études ont analysé les causes des disparités de genre dans l'enseignement primaire et secondaire dans les pays en développement mais très peu ont posé les mêmes problématiques dans l'enseignement supérieur. Il est vrai que l'urgence demandait de s'attaquer d'abord à la faible scolarisation des filles dans le primaire. Cependant, si la parité du genre doit être atteinte dans les sphères de décisions, elle ne pourra être effective que si la qualité de la représentation des femmes est élevée. Cela pose non seulement la question de l'instruction des femmes, mais également de leur proportion au niveau de l'enseignement supérieur. Comment maintenir les filles dans l'enseignement jusqu'à l'université ? Quels sont les freins à ce processus ?

Les causes des disparités se retrouvent à la fois au sein des communautés (hors du système éducatif) et au sein du système éducatif lui-même. Selon Quashie et al (1992), cette situation est due au fait que les filles sont décrites comme moins douées pour les études et sont généralement reléguées aux activités domestiques en dehors des activités scolaires. C. Baudelot et R. Establet (1992) décrivent un mécanisme d'auto-sélection pour expliquer la différence entre les effectifs des filles et garçons à l'université. Selon ces auteurs, ce mécanisme fait que garçons et filles ont des attitudes différenciées à l'égard de l'école dès le plus jeune âge.

Marie-France Lange (1998), de son côté évoque la stigmatisation dont les filles sont victimes et qui renvoie leurs échecs scolaires aux supposés culturels définissant le sexe féminin. Une autre source majeure de cette réalité est décrite par Louis Chauvel (2004) lorsqu'il expose le fait que la famille et la société tendaient à investir plus dans l'éducation de leurs garçons, réservant aux filles une formation plus courte, orientée notamment vers des activités pratiques dans la sphère domestique. A ces facteurs s'ajoutent d'autres, évoqués par Quashie et al (1992), comme par exemple, la tolérance face aux redoublements multiples des garçons, plus que pour les filles, ce qui fait que dans ce dernier cas, les filles sont vite sorties du système éducatif, le mariage précoce des filles, etc.

Au-delà de tous ces facteurs externes (au système éducatif) qui limitent l'accès et le maintien des filles à l'école (depuis l'école primaire jusqu'à l'université), la féministe Brenda Courley (2001) pointe du doigt les institutions universitaires elles-mêmes. Elle fustige les universitaires et les institutions d'enseignement supérieur qui se targuent d'être libéraux et ouverts d'esprit alors qu'en réalité, ils restent profondément conservateurs, à majorité masculine et patriarcale. Manuel Castells renchérit en se demandant « *si les universités ne s'engagent pas à promouvoir la cause des femmes, sur quelle autre organisation pouvons nous compter ?* »

Ce problème des institutions, Marie-France Lange (2003) le pose d'une manière générale, en soulevant le problème de recrutement des femmes dans la fonction publique et dans le privé formel. Elle affirme que *« les filles sont de plus en plus victimes de discrimination dans les secteurs public et privé formels. Elles préparent l'entrée, dès le plus jeune âge vers les secteurs informels, essentiellement le commerce, en ville. Ce qui joue sur l'inutilité des études pour les filles »*. La correction de ces injustices à l'endroit des femmes en aval, sur le marché de travail est indispensable pour corriger les inégalités entre filles et garçons dans le système scolaire, du cours primaire à l'université.

Enfin, pour plusieurs auteurs, les disparités de genre dans l'enseignement (supérieur) ne doivent pas être traitées de manière globale mais plutôt en portant le regard sur l'ensemble des filières de formations. En effet, si le premier problème de l'enseignement supérieur concerne les disparités de genre, il existe également des disparités selon les filières. Nicolas Gury estime qu'*« en France, il aurait fallu un siècle entre le moment où la première femme a été acceptée à l'université et le moment où les étudiantes sont devenues le groupe majoritaire dans l'enseignement supérieur. Malgré ce rattrapage, voire le dépassement de la scolarisation des filles à l'université, force est de constater que notre système de formation s'est déplacé vers une problématique de mixité à l'intérieur de l'espace de l'enseignement supérieur, en différenciant les filières les moins rentables, fortement féminisées, des filières scientifiques, sélectives, masculines »*. L'auteur terminait ses remarques en ajoutant *« si les filles ont aujourd'hui 1,3 fois plus de chances d'accéder à l'enseignement supérieur, les garçons ont 1,5 fois plus de chances de sortir à un niveau BAC+5 »*. Cette expérience de l'enseignement supérieur en France révèle que le phénomène de disparités de genre dans l'enseignement supérieur doit être posé à la fois en termes quantitatif et qualitatif. Ainsi, s'interroger sur le genre dans l'enseignement supérieur, ce n'est pas seulement poser le problème en terme d'effectif (disparité verticale), mais, c'est aussi poser la question de la fragmentation de l'enseignement supérieur où les filles sont concentrées dans certaines filières et les garçons dans d'autres (disparité horizontale).

Si, dans les pays en développement, l'accent est mis depuis plusieurs années sur l'enseignement universitaire, dans les pays d'Afrique, ce secteur éducatif continue par attirer moins d'attention à la fois auprès des acteurs nationaux qu'auprès des institutions spécialisées. Aussi, est-il important aujourd'hui qu'en s'attaquant à la réduction des inégalités dans le primaire, de se poser également la question de l'enseignement supérieur, créatrice de croissance et de développement. Cette étude vient donc combler ce vide sur le Togo en documentant principalement les causes des disparités de genre dans l'enseignement supérieur togolais. Quelle est l'évolution en terme d'effectif dans ces différentes structures de formation universitaire ? Quelles sont les motivations des étudiants et étudiantes dans le choix de l'un ou de l'autre type de structure de formation ? Quelles sont les difficultés auxquelles font face les filles et qui constituent un obstacle pour leur réussite dans l'enseignement supérieur ? Quelles sont les solutions proposées par les différents acteurs de l'enseignement supérieur au Togo pour corriger les distorsions en terme de genre qui s'y trouvent ?

Du point de vue de sa structure, le présent rapport articule quatre chapitres. Le premier présente les objectifs, hypothèses et la démarche méthodologique d'ensemble de l'étude. Il est précédé par la présentation du contexte de l'étude. Le second chapitre (II) présente l'évolution des effectifs dans l'enseignement supérieur au Togo depuis de 1997 à 2005. Le troisième chapitre (III) essaie d'apporter des éclairages sur cette évolution des effectifs en recherchant les causes des disparités de genre qui s'observent dans cet ordre d'enseignement. Enfin, le

quatrième chapitre (IV) qui clôture la présentation des résultats, traite des approches de solutions en vue de la réduction des disparités dans l'enseignement supérieur.

CONTEXTE DE L'ETUDE

Enseignement pré-universitaire

Au Togo, comme dans la plupart des pays africains, l'accent continue par être mis sur l'enseignement primaire. Au lendemain de l'indépendance, le système scolaire togolais connaît une croissance appréciable des effectifs scolaires. De 94134 écoliers à la rentrée scolaire 1960-1961, le nombre d'écoliers est passé après vingt ans à 891202 à la rentrée 1980-1981. Cette progression sera brutalement remise en cause au début des années 1980 avec l'apparition du phénomène de la déscolarisation (Lange, 1987). Ce phénomène touchera tout particulièrement les filles et remettra en cause la progression de la parité filles/garçons, notamment dans l'enseignement primaire. Le recul de la scolarisation (le taux de scolarisation primaire passe de 72% en 1980 à 53% en 1984) est accompagné d'un recul de l'égalité filles/garçons face à l'école : l'indice de parité stagne puis chute.

Depuis 1990, le secteur de l'éducation subit le contre coup des difficultés macroéconomiques et des crises socio-politiques que connaît le pays. Les programmes de redressement économique mis en œuvre par le gouvernement pour faire face à ces difficultés ont entraîné une baisse des dépenses réelles de l'Etat dans les secteurs sociaux dont celui de l'éducation. De 1990 à 2000, les dépenses publiques totales de l'éducation en pourcentage du PNB sont passées de 5,6% à 4,9% (Rapport Mondial du suivi de l'EPT, 2003/2004). Par ailleurs, plus de 90% de ces montants sont alloués aux dépenses ordinaires. Une des conséquences évidentes de cette situation est l'insuffisance et la vétusté des infrastructures existantes et le manque patent des moyens didactiques. Malgré la baisse des investissements dans le secteur de l'éducation, les effectifs de l'enseignement continuent par croître. En 1990, le taux brut de scolarisation au primaire qui désigne le nombre d'enfants scolarisés au primaire sur le nombre d'enfants d'âge scolarisable a été de 132% pour les garçons et 87% pour les filles. En 2000, ces taux sont respectivement remontés à 138% et 110% dans le primaire. Par contraste, dans le secondaire le taux brut de scolarisation est passé de 34% pour les garçons et 12% pour les filles en 1990 à 54% pour les garçons et 24% pour les filles en 2000. Cette augmentation est surtout le fait des écoles privées.

En effet, une autre conséquence du désengagement de l'État des dépenses de l'éducation a été la multiplication des écoles privées dont la plupart sont hors de contrôle de l'État. La proportion des élèves du primaire inscrits dans ces écoles privées est ainsi passée de 25% en 1990 à 40% en 2000. Si elle constitue une alternative possible aux difficultés éprouvées par l'école publique, l'école privée ne pose pas moins un problème d'accès pour les enfants des familles pauvres. De ce fait, elle reproduit non seulement les inégalités d'accès à l'éducation entre classes sociales mais également les inégalités de genre puisqu'elle conduit certains ménages à opérer un choix entre les enfants à scolariser, et c'est généralement les filles qui pâtissent de ce choix.

Le déséquilibre de scolarisation entre filles et garçons est mis plus clairement en exergue par le rendement interne du système scolaire généralement apprécié par les taux de promotion, de redoublement et d'abandon. Si le piètre rendement interne du système scolaire togolais affecte les deux sexes, il pénalise plus particulièrement les filles. En effet, comme l'a montré Kodjo

Kotokou (1999) dans son analyse de l'efficacité du système scolaire faite sur la base de tables de cheminement scolaire, la situation est vraiment préoccupante :

- sur 10 000 garçons inscrits au CP1, 997 parviennent au CM2 sans redoubler tandis que 7638 reprennent au moins une classe et environ 1365 abandonnent. Du CM2, 469 s'inscrivent en classe de 6^{ème} alors que 119 sortent du système. De la classe de 6^{ème} à la classe de 3^{ème}, on ne retrouve que 158 garçons parmi lesquels 46 s'inscrivent en classe de Seconde, 62 redoublent et 50 abandonnent l'école. Sur les 46 inscrits en classe de seconde, 16 arrivent en Terminale dont 6 réussissent à l'examen du baccalauréat, 8 redoublent et 2 abandonnent l'école. En résumé, sur les 10000 garçons initialement inscrits au CP1, seulement 6 obtiennent leur Bac en 13 années d'observation continue.
- Sur 10 000 filles inscrites au CP1, 588 atteignent le CM2 en 6 ans; 223 entrent en classe de 6^{ème}; 49 s'inscrivent en classe de Troisième après 10 ans de scolarisation ; 10 atteignent la classe de Seconde et 3 entrent en Terminale. Sur ces 3 filles, 1 seule obtiendra son baccalauréat en 13 ans (Kotokou, 1999).

La sociologue Marie-France Lange, dans son étude portant sur « les inégalités de genre et éducation au Togo », parue dans le rapport de l'UNESCO en 2004, faisait ressortir déjà, même s'il est en nette progression, un rapport de parité filles/garçons de 0,79 au niveau du cours primaire, de 0,50 au niveau du collège et de 0,27 au niveau du lycée au cours de l'année scolaire 2000-2001. Au vu de ces chiffres, le système scolaire Togolais est caractérisé par une sous-scolarisation révélée, comme l'auteur le souligne dans le même rapport par deux constats majeurs :

- *Une proportion plus élevée de filles n'entrent pas dans le système scolaire*
- *Une proportion de plus en plus élevée de filles subissent des échecs scolaires ou abandonnent l'école au fur et à mesure que le niveau d'étude progresse.*

Enseignement universitaire

Au Togo, depuis le milieu des années 90, un nouveau type d'enseignement supérieur a commencé par s'imposer dans l'environnement universitaire : il s'agit des structures la plupart du temps privées, des Brevets de Techniciens Supérieurs (BTS). Sans nul doute, le secteur des BTS a connu un dynamisme impressionnant, au détriment du secteur plus traditionnel de l'enseignement supérieur. Ce secteur comprend depuis 2004 deux universités dont l'université de Kara et l'université de Lomé et des établissements de formation technique et professionnels. Les effectifs ont connu une forte augmentation depuis les années 70 (date de la création de l'Université) où ils sont passés de 845 étudiants en 1970 à 14331 étudiants en 1999-2000.

I- OBJECTIFS, HYPOTHESES, METHODOLOGIE ET DEROULEMENT DE LA COLLECTE

I.1- Objectifs de l'étude

L'objectif général de cette étude est d'étudier les conditions de la réduction des inégalités de genre dans l'enseignement supérieur au Togo.

De manière spécifique, cette étude permettra :

- de faire ressortir de manière quantitative le niveau des disparités de genre à tous les niveaux et dans toutes les filières ou facultés de l'enseignement supérieur togolais ;
- de comprendre les causes de ces disparités notamment :
 - o *les causes des abandons scolaires des filles et*
 - o *les causes des échecs scolaires*
- d'apporter des propositions de solutions plus ciblées qui se fondent sur *les propositions faites par les différents acteurs de l'enseignement supérieur.*

I.2- Hypothèses de recherche

L'étude cherche à vérifier prioritairement les cinq hypothèses suivantes :

- **H1.** Il existe une forte inégalité de genre dans l'enseignement supérieur au Togo ;
- **H2.** Les disparités de genre sont plus prononcées dans l'enseignement supérieur public que dans l'enseignement supérieur privé ;
- **H3.** Les disparités de genre sont également très accentuées dans les formations à vocation scientifique que dans les formations à vocation non scientifique ;
- **H4.** Les disparités de genre s'accroissent au fur et à mesure qu'on monte en grade ;
- **H5.** Les causes de ces disparités résident à la fois hors et au sein du système d'enseignement supérieur.

I.3- Méthodologie de l'étude

Pour atteindre les objectifs assignés à cette étude, une méthodologie alliant une collecte quantitative et deux approches de collecte qualitative (focus groupe et entretiens individuels) a été privilégiée.

I.3.1- La collecte quantitative

Afin de se rendre compte effectivement, chiffres à l'appui, des problèmes de disparités dans les effectifs au niveau des filles et des garçons dans l'enseignement supérieur au Togo, une collecte d'information quantitative relative aux différents effectifs dans l'enseignement supérieur par sexe a été menée. Cette collecte a pris en compte tous les départements de l'université de Lomé et quelques écoles de formations BTS. Les informations recueillies dans l'ensemble des grades d'enseignement ont porté sur une dizaine d'années (de 1997 à 2005).

Pour chaque département, chaque année et chaque grade, il a été recueilli également les informations sur les succès et les échecs des étudiants.

Pour la collecte de ces informations, une grille de collecte a été élaborée et testée sur le terrain. Ce test a permis de corriger certaines informations de la grille et de l'adapter au format dans lequel se trouvent les données. Deux agents de collecte ont été recrutés et formés au remplissage de cette grille de collecte.

1.3.2- L'enquête qualitative

L'enquête qualitative vise à rechercher les causes des disparités et à renseigner sur les solutions mises (ou à mettre) en œuvre en vue de sa réduction. Elle a constitué en la réalisation des focus groups et d'entretiens individuels.

- Les focus groups

Les focus groups ont été réalisés avec :

- des étudiantes et étudiants de l'Université de Lomé et
- des étudiantes des écoles privées de Brevets.

Pour ces focus, le souci était de prendre en compte le plus de filières et d'années d'études possible tout en assurant une homogénéité à l'intérieur de chaque groupe. L'option de séparer aussi les étudiantes des étudiants dans le cadre de ces focus groups a été prise. Les groupes ont rassemblé en moyenne 7 personnes. Au total, quatorze (14) focus d'étudiantes et d'étudiants ont été réalisés recouvrant une centaine d'étudiants des deux sexes. Le tableau suivant présente les cibles féminines rencontrées :

	Sexe des membres du groupe	Type d'enseignement supérieur	Faculté ou Filière d'enseignement	Grade	Codes
1	Féminin	Publique	Faculté de Droit	Deuxième Année	ULDRF2
2			Sciences Naturelles	Première année	ULSNF1
3			Mathématiques	Troisième année	ULMAF3
4			Sociologie	Quatrième année	ULSOF4
5			FASEG	Deuxième année	ULFAF2
6			ESICA	Deuxième année	ULESF2
7			ESSD	Première année	ULSDF1
8			Histoire	Première année	ULHIF1
9	Féminin	Privée	ESGIS	Deuxième année	UPESF2
10			CIFOP	Deuxième année	UPCIF2
11			ESAG	Deuxième année	UPEGF2
12	Masculin	Publique	Mathématiques	Quatrième année	ULMAH4
13			FASEG	Troisième année	ULFAH3
14			Faculté de Droit	Deuxième année	ULDRH2

Source : Disparités de genre dans l'enseignement supérieur au Togo, causes et approches de solutions, 2006

Pour les cibles masculines, les étudiants de la FASEG, de la Faculté de Droits, et de Sciences Naturelles ont été retenus. On peut bien constater l'importance du nombre de groupes des filles par rapport à celui des garçons. Ce décalage s'explique par l'intérêt plus accru pour les filles et par la considération qu'elles-mêmes sont plus informées de leurs problèmes que les garçons peuvent l'être.

Pour chaque type de collecte qualitative, des guides d'entretien (Cf. Annexe) ont été élaborés puis testés. Les entretiens effectifs ont été conduits par les membres de l'équipe (les deux dames) qui ont au préalable été formées à la collecte qualitative des données. L'intérêt de la conduite des entretiens par des personnes de sexe féminin que ces dernières peuvent inspirer plus de confiance à leurs consœurs qui ont besoin de laisser libre cours aux discussions mêmes sur les points les plus intimes. Les biais d'enquêteurs ont été aussi circonscrits par le fait que la conduite des entretiens aussi bien dans les discussions de groupes que dans les entretiens individuels a été assurée par une équipe fixe.

- *Les entretiens individuels*

Ces entretiens individuels ont touché d'une part les filles déscolarisées³ de l'université et d'autre part les responsables de l'enseignement supérieur au Togo. Ces responsables sont :

- *le chef de département d'Economie*
- *le chef de département de Mathématiques*
- *le chef de département de Biologie*
- *le chef de département d'Histoire*
- *le chef de département de Sociologie*
- *le chef de département de ESICA*
- *le directeur des études de ESAG*
- *le directeur des études de ESGIS*
- *le directeur des études de CIFOP*
- *le directeur de la Planification de l'Education*

Ces entretiens individuels ont également été menés par les deux membres de l'équipe qui ont réalisé les focus groups.

1.3.3- Les axes de discussion

Deux principaux axes de discussion ont été retenus :

- *les causes des disparités de genre dans l'enseignement supérieur et*
- *les approches de solutions pour la réduction des disparités.*

Le premier axe a permis de faire le tour des causes recensées par les participants pour expliquer les problèmes de disparité dans l'enseignement supérieur. Il a permis également de documenter les difficultés rencontrées par les filles dans leurs facultés respectives.

Le second axe quant à lui a permis de recenser l'ensemble des propositions faites par les participants pour corriger ces distorsions en terme de genre dans l'enseignement supérieur. Chez les responsables de l'enseignement supérieur, il a permis de tenir compte des actions menées et des résultats obtenus. Les canevas de discussions sont présentés en annexes.

³ *Le plan de départ était de mener au moins 5 focus groups avec ces filles. Malheureusement, cela n'a pas pu se faire car ces filles ne se retrouvent pas en groupe constitué.*

1.3.4- Les difficultés rencontrées

La collecte quantitative comme celle qualitative se sont heurtées à beaucoup de difficultés. Pour la collecte quantitative, à l'Université de Lomé, les annuaires relevant les inscriptions par département ou filière et par année d'étude sont disponibles au niveau de la DAAS, avec cependant une dimension temporelle assez réduite. Il n'était pas aussi possible d'avoir une continuité de données dans tous les départements ou filières au niveau de la DAAS et les démarches entreprises directement auprès des différentes facultés pour compléter ces données ont été souvent vaines. Au niveau de l'enseignement supérieur privé, la collecte de ces mêmes informations s'est révélée beaucoup plus ardue car les données ne sont pas centralisées. De même, beaucoup d'écoles ne tiennent pas des statistiques périodiques et à jour. Il a fallu reconstituer ces fichiers de données avec des directeurs le plus souvent réticents.

La collecte qualitative des données a souffert quant à elle des problèmes de disponibilités des différents acteurs retenus. Les rendez-vous pris ne sont pas toujours honorés par les enquêtées à cause souvent de l'instabilité dans les emplois du temps de certaines filières ou facultés. Le retard ou l'absence de plusieurs enquêtées dans certains groupes a obligé à faire des remplacements sinon à reporter les entretiens. Ce même problème a concerné les responsables départementaux.

I.4- Déroulement de l'enquête sur le terrain et exploitation des données

1.4.1- La collecte des données

La collecte des données s'est déroulée pendant les mois de décembre 2006 et janvier 2007. L'ensemble des focus a été enregistré sur support audio. Au préalable, des séances de formations ont été nécessaires à l'ensemble des membres de l'équipe pour une parfaite appropriation des outils.

1.4.2- Traitement des données

Le traitement des données a constitué d'abord en la saisie des données collectées et ensuite à leur analyse. La saisie des données quantitatives a été faite à l'aide du logiciel EPI INFO. Les données saisies ont été apurées et envoyées dans le logiciel SPSS et EXCEL pour la confection des différents graphiques.

Après la collecte des données qualitatives, l'étape suivante a été la transcription des enregistrements audio. L'analyse des données s'est faite avec la technique de l'analyse de contenu. Les données transcrites ont été apurées. L'équipe a passé ensuite plusieurs semaines de lecture de ces données afin de se familiariser avec celles-ci. Parallèlement, les idées saillantes pour chaque intervention ont été relevées suivant l'ordre des thèmes et des questions.

RESULTATS

Trois chapitres présentent l'ensemble des résultats de l'étude. Le premier cerne l'évolution des effectifs dans l'enseignement supérieur au Togo depuis 1997 jusqu'en 2005. Il permet de répondre de manière générale et cohérente à la question de savoir s'il y a disparité de genre dans l'enseignement supérieur au Togo. Il permet en outre, de manière plus détaillée, de mettre en lumière les facultés qui portent davantage ces disparités. Le second chapitre a cherché à isoler l'ensemble des facteurs explicatifs de ces disparités d'un point de vue qualitatif. Enfin, le dernier chapitre aborde le point sur les approches de solutions faites par les enquêtés pour une réduction des inégalités afin de permettre l'accès et le maintien des filles à l'université mais également dans toutes les facultés de manière équitable.

II. EVOLUTION DES EFFECTIFS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR TOGOLAIS DE 1997 à 2005

II.1- Calcul de l'indicateur de parité entre les sexes

Afin de cerner les problèmes de disparité dans l'enseignement supérieur togolais, nous avons calculé un indicateur qui détermine pour chaque garçon inscrit dans une filière/faculté et dans un grade donnés, le nombre de filles qui y est inscrit au même moment⁴. Il est défini par la formule suivante :

$$\text{Indicateur de parité entre les sexes}_{ij} = \frac{\text{Effectif de filles}_{ij}}{\text{Effectif de garçons}_{ij}}$$

Où :

i : représente l'université (publique ou privée ou l'ensemble) ou la faculté (sciences, droit, etc.)

j : représente le grade (première année, deuxième année, etc.).

Cet indicateur peut prendre trois valeurs qui témoignent ou pas de l'existence de disparité :

- Egale à 1 si il y a égalité entre l'effectif des filles et celui des garçons ;
- Supérieur à 1 si l'effectif des filles est supérieur à celui des garçons et ;
- Inférieur à 1 si l'effectif des filles est inférieur à celui des garçons.

Il a été calculé pour plusieurs années (de 1997 à 2005) afin de montrer que les évolutions constatées ne sont pas dues seulement à certaines circonstances conjoncturelles mais qu'elles reflètent réellement la situation de l'enseignement supérieur au Togo.

⁴ UNESCO (2003). « Genre et éducation pour tous, le pari de l'égalité », Rapport mondial de suivi sur l'EPT, Editions UNESCO.

II.2- Evolution des effectifs dans l'enseignement supérieur

II.2.1- Tendances globales

Sur la base de l'indicateur calculé, nous avons suivi l'évolution des effectifs de première année dans l'enseignement supérieur au Togo. Les résultats illustrés par le graphique I.1, montre que malgré une certaine évolution positive des courbes vers le haut, on est encore très loin de l'atteinte de la parité dans l'enseignement supérieur au Togo. Ce graphique montre en effet qu'en 1997, pour chaque fille qui entre en première année à l'université, environ six garçons y font également leur entrée alors qu'en 2005, ce rapport tombe à une fille pour quatre garçons (courbe bleue).

Graphique I. 1: Evolution comparée des effectifs en première année à l'Université publique et à l'Université privée au TOGO de 1997 à 2005



Source : *Disparités de genre dans l'enseignement supérieur au Togo, causes et approches de solutions, 2006*

Ce constat global cache cependant quelques différences selon qu'il s'agisse d'une université publique ou d'une université privée. D'après le même graphique I.1, il ressort que dans les universités privées, la disparité est moins prononcée que dans les universités publiques. Par exemple en 2005, il faut une fille pour quatre garçons alors que dans le même moment dans

les formations privées, ce rapport est d'une fille pour 1,4 garçon. Par conséquent, dans les universités publiques, il demeure encore de très grands efforts à accomplir afin d'atteindre la parité entre les garçons et les filles.

La forte disparité de genre dans l'enseignement supérieur du public demande de questionner les données plus en détail. Pour cela, nous avons tracé d'une part les mêmes courbes pour différentes facultés de l'université publique et d'autre part, pour différents grades d'enseignement. Les premières séries de courbe doivent révéler les disparités par type d'enseignement (scientifique vs non scientifique) alors que les dernières doivent nous permettre de voir si ces disparités à l'entrée (révélées au I.2.1) continuent une fois dans le système⁵.

II.2.2- Tendances dans les facultés de l'enseignement supérieur public

Le suivi de l'évolution des effectifs dans les facultés de l'université publique a été fait dans Huit facultés. Ces facultés couvrent principalement quatre domaines :

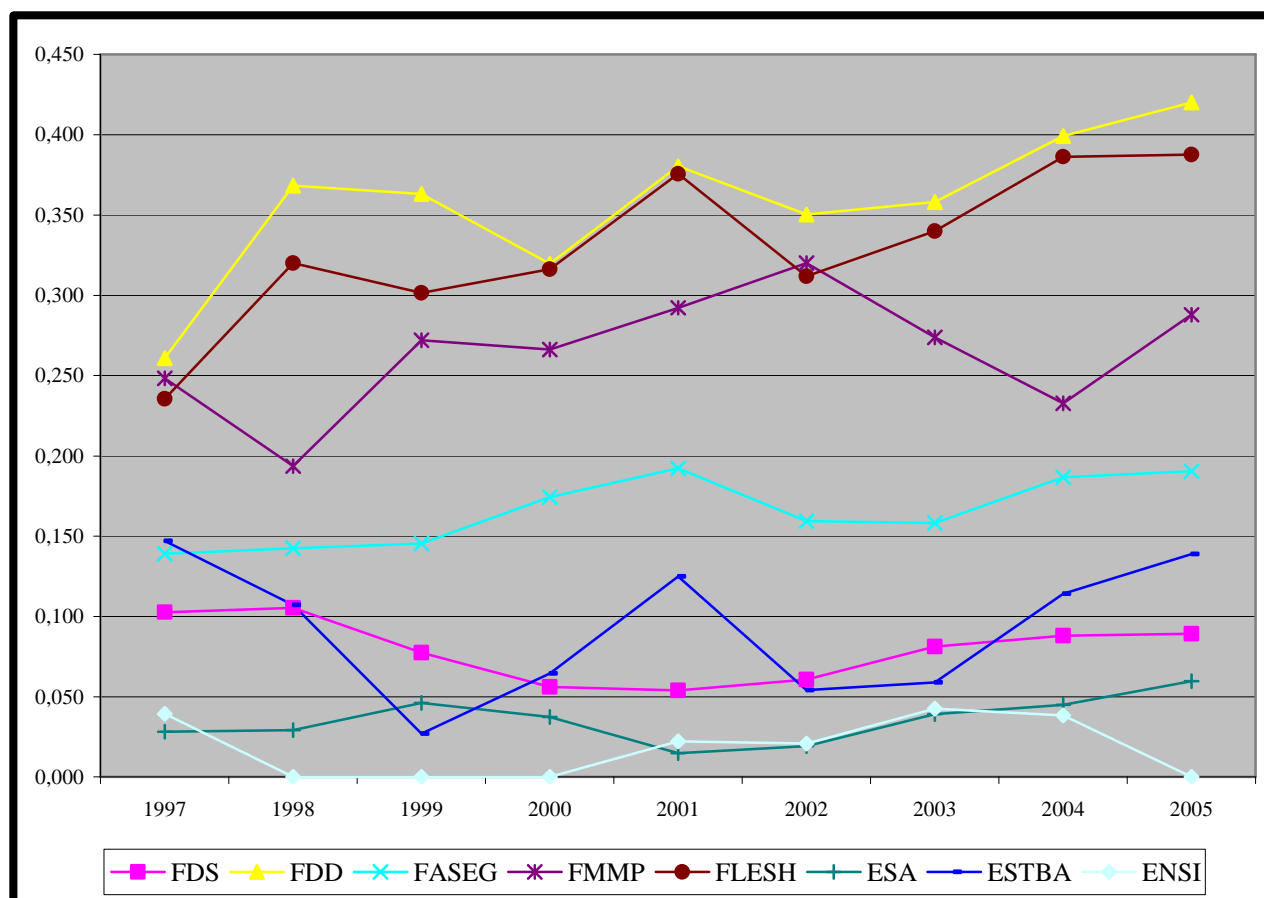
- *les sciences* : FDS, ESA, ENSI, ESTBA, FMMP
- *les lettres* : FLESH
- *l'économie* : FASEG
- *et le droit* : FDD

Les différentes courbes présentées par le graphique I.2, révèlent globalement qu'au fur et à mesure que le degré de scientificité de la faculté augmente, de moins en moins de filles sont dans ces facultés. Ainsi, à l'ENSI ou à l'ESA, en première année, on compte en moyenne vingt garçons pour une fille. Par contre, pour les facultés FDD et FLESH, dont les courbes sont situées sur la partie supérieure du graphique (proche de 1), on dénombre approximativement trois garçons pour une fille. Il apparaît ainsi une certaine auto sélection en faveur des facultés à vocation non scientifique faite par les filles, même si leurs formations initiales les destinaient à une carrière scientifique. Il en est ainsi de nombreuses filles qui, après un cursus secondaire sanctionné par un baccalauréat C ou D (scientifique) se retrouvent à l'université dans les facultés à dominance littéraire (Lettres modernes, Anglais, etc.). Les raisons qui expliquent ces changements dans le cursus universitaire sont à rechercher dans des facteurs propres à l'université. Pourquoi cet état de choses ? Pourquoi cette peur pour les facultés à vocation scientifique ?

Par ailleurs, ce graphique fait ressortir néanmoins un résultat assez intéressant qui concerne la faculté de médecine (FMMP) où la valeur de l'indicateur est très élevée en comparaison des autres facultés scientifiques et qui le placent au niveau de la FDD et de la FLESH. La compréhension de ce « paradoxe » peut peut-être guider à cerner les forces qui ont permis cette évolution positive et ainsi servir dans les facultés à caractère scientifique où les disparités sont criardes.

⁵ Ces analyses sont faites pour l'enseignement supérieur public car les données collectées dans l'enseignement privé ne couvrent que quelques années et pour les années couvertes, l'ensemble des grades ou des filières ne sont pas couvertes (cf. partie sur les limites de l'étude).

Graphique I. 2: Evolution comparée des effectifs en première année dans les facultés de l'Université publique au TOGO de 1997 à 2005



Source : *Disparités de genre dans l'enseignement supérieur au Togo, causes et approches de solutions, 2006*

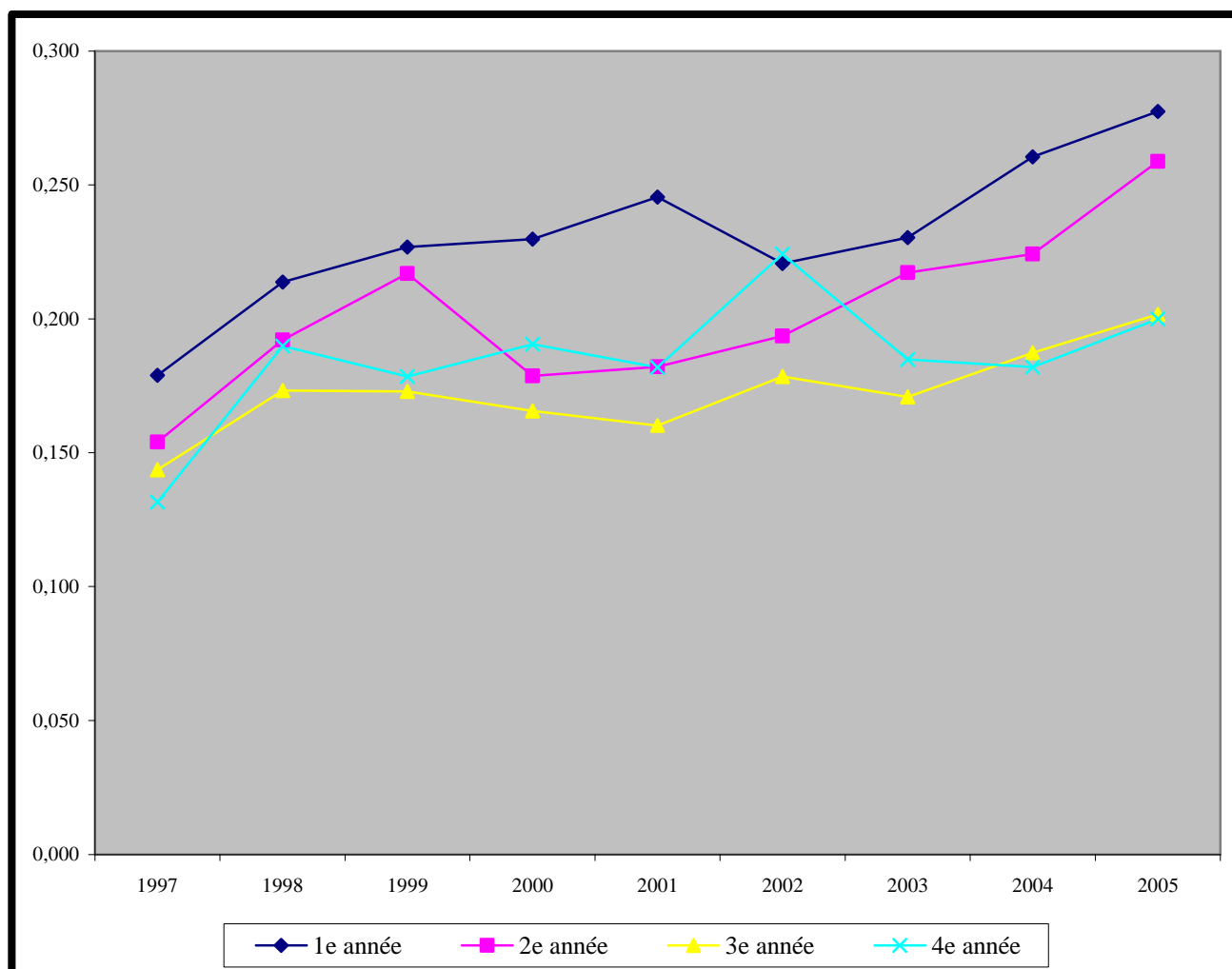
Dans cette section relative à la situation globale, les analyses ont porté sur les inscrits de la première année dans l'enseignement supérieur au Togo qui ont révélé d'immenses disparités en terme de genre. Dans la section suivante, nous allons voir si ces disparités persistent au fur de l'évolution en grade.

II.2.3- Tendances dans différents grades de l'enseignement supérieur public

Le graphique I.3 compare de 1997 à 2005, les effectifs des différents grades à l'Université de Lomé. Il révèle que les disparités s'accroissent au fur et à mesure que l'on passe d'un grade à un grade supérieur. Ainsi, par exemple en moyenne sur les neuf ans (1997 à 2005), le ratio effectif des filles/effectif des garçons vaut 0,233 en première année ; 0,214 en deuxième année ; 0,172 en troisième année et 0,182 en quatrième année.

Cette analyse permet ainsi de mettre à jour deux problèmes qui accentuent les inégalités dans l'enseignement supérieur togolais. Il s'agit d'une part, des échecs et de l'autre, des abandons plus nombreux chez les filles que chez les garçons. Les échecs conduisent beaucoup de filles à changer de facultés et ainsi à faire augmenter les disparités inter facultés alors que les abandons qui se nourrissent également des échecs réduisent carrément l'effectif des filles. Réduire donc les disparités de genre dans l'enseignement supérieur demande entre autres de s'attaquer de front aux causes qui favorisent les échecs des filles.

Graphique I. 3: Evolution comparée des effectifs des différents grades de l'enseignement supérieur de 1997 à 2005



Source : *Disparités de genre dans l'enseignement supérieur au Togo, causes et approches de solutions*, 2006

Les résultats de cette première partie ont fait ressortir l'épineux problème de disparités de genre dans l'enseignement supérieur au Togo, plus prononcées dans le public que dans le privé et dans les cycles scientifiques que dans les cycles non scientifiques. De même, ces résultats ont montré que comparativement aux étudiants, les étudiantes sont plus nombreuses à abandonner l'université ou à échouer, accentuant de ce fait les problèmes de disparités. Dans les chapitres qui suivent, nous allons essayer de comprendre les raisons évoquées par les principaux acteurs de l'enseignement supérieur au Togo pour expliquer ces disparités de l'enseignement supérieur (II) et les solutions qu'ils proposent pour la réduction des disparités (III).

III- LES CAUSES DES DISPARITES DE GENRE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AU TOGO

Les causes des disparités dans l'enseignement supérieur au Togo peuvent être regroupées en deux catégories, les causes externes et culturelles et les causes propres au système que nous appellerons les causes internes. L'ensemble de ces causes a pour effet immédiat soit d'entraîner les échecs ou les abandons scolaires, creusant ainsi le fossé entre les effectifs des filles et ceux des garçons dans l'enseignement supérieur.

III.1- Les causes externes et culturelles

Les causes externes et culturelles regroupent l'ensemble des phénomènes, comportements et attitudes qui ne favorisent pas la scolarisation ou le maintien (dès le bas âge) de la jeune fille à l'école. Pour plusieurs acteurs de l'enseignement supérieur, les disparités qu'on observe dans l'enseignement supérieur trouvent leurs sources dans les disparités qui s'observent déjà au primaire et au collège :

« Déjà au cours primaire, il y a moins de filles et ainsi de suite et ça se répercute jusqu'à l'université » (ULDRF2).

Aussi, rechercher les causes des disparités de genre dans l'enseignement supérieur revient à rechercher certaines causes dans les degrés inférieurs d'enseignement (primaire, collège, lycée). Selon certains acteurs, les disparités dans le collège sont dues au fait :

« Qu'on ne donne pas beaucoup de temps aux filles à la maison. A la maison, les filles passent assez de temps au ménage, ce qui favorise leur échec et leur démotivation pour l'école » (Un chef de département).

Pour d'autres, ces disparités dans le collège s'expliquent par la forte considération donnée à l'éducation du jeune garçon par rapport à celle de la jeune fille :

« La maman qui a un deuxième enfant demande à la plus grande de rester à la maison pour s'occuper de son frère et souvent, c'est la fille qui est défavorisée au profit du garçon » (Un chef de département).

« Si par exemple, une fille et un garçon connaissent un échec scolaire, on va encourager le garçon à reprendre et au même moment on dit à la fille d'aller apprendre un métier. Pour la société, l'instruction de la fille n'est pas une nécessité » (ULFAF2).

« Les parents encouragent plus les garçons que les filles, parce que le garçon, c'est la relève de la famille si les parents sont à la retraite ou sont fatigués alors que la fille, elle va aller se marier et faire des enfants ailleurs » (ULMAH4).

Mais plus que toute autre raison, c'est la mentalité des parents qui est pointée du doigt par les enquêtés, des mentalités qui accordent peu de place à l'éducation de la jeune fille et qui considèrent que la fille a sa place plutôt au foyer et n'a pas besoin d'une grande instruction pour remplir ce rôle :

« Dans nos traditions, la fille ne doit pas aller à l'école, la femme est faite pour rester à la maison, pour tenir le foyer, elle va partir ailleurs » (Un chef de département).

« Dans les familles africaines, on a tendance à plus favoriser les garçons que les filles soit disant que le garçon, c'est lui qui va dans le futur être responsable d'une famille et que la fille elle autre va s'occuper du ménage » (ULSNF3).

« Les parents disent qu'une fille n'a pas besoin d'avoir le niveau supérieur pour aller en mariage » (UPESF2).

Depuis plusieurs années déjà, les actions des pouvoirs publics, des ONG et la diminution de l'analphabétisme des adultes ont conduit peu à peu les parents à adoucir leur position quant à la scolarisation de la jeune fille. Aussi disons-nous que si ces raisons sus mentionnées ont pu contribuer à réduire la scolarisation et le maintien des filles à l'école à une certaine époque et donc avoir été une cause indéniable des disparités dans le supérieur, il est plus difficile (totalement irrecevable) d'expliquer les disparités aujourd'hui par ces mêmes raisons. C'est vrai que ces mentalités « rétrogrades » persistent encore dans certains milieux et localités et qu'il ne faut pas baisser les sensibilisations, mais il convient davantage aujourd'hui de diriger les lanternes sur les facteurs qui font quitter les filles prématurément sur les bancs de l'école.

Dans cet esprit, beaucoup de raisons ont été évoquées par les enquêtés pour expliquer les abandons scolaires des filles. Il s'agit en premier lieu des grossesses précoces (surtout dans le collège), du manque de soutien et d'engagement des parents dans l'éducation de leurs filles, du harcèlement sexuel à l'encontre des filles, des mariages précoces, etc.

Les grossesses précoces éloignent les jeunes filles des bancs de l'école. Elles interviennent à l'âge pubère où la plupart des jeunes filles méconnaissent les mécanismes de reproduction de leur corps et surtout les moyens de protection :

« Les grossesses précoces entre la sixième et la terminale éloignent beaucoup de filles de l'école » (Un chef de département).

« Une jeune fille déjà au lycée, si elle tombe grosse, c'est difficile de continuer parce que ce n'est pas facile de concilier les deux » (ULDRF2).

Les enquêtés soulignent également le harcèlement de certaines jeunes filles par les enseignants, ce qui les contraint à abandonner carrément les études. D'une manière ou d'une autre, une fois que les harcèlements interviennent, les filles sont forcément victimes :

« Les profs ont une part de responsabilité. Quand ils trouvent une fille belle, ils ne la laissent pas évoluer de peur que les autres la prennent ». (En étudiante déscolarisée).

« Moi, je dirai qu'il y a moins de filles dans les formations supérieures parce qu'il y a le problème de harcèlement sexuel sur le plan scolaire. Les professeurs ne cessent de harceler les filles... c'est un problème sur lequel

on doit vraiment prendre des mesures afin de pouvoir laisser les jeunes filles évoluer normalement » (UPEGF2).

Selon une étude réalisée par l'URD⁶, beaucoup de parents ont également évoqué ce problème pour expliquer les abandons scolaires des filles. Selon un groupe de parents « quand elles sont un peu grandes, les maîtres même leur apprennent à connaître l'homme, et quand une fille revient avec la grossesse, le maître peut nier alors qu'il en est l'auteur » (Un groupe de parents, URD).

Les participantes au groupe de discussion ont également évoqué les problèmes de mariage précoce encore présent dans certaines localités et qui constitue un obstacle au maintien des jeunes filles à l'école :

« En pays musulman par exemple, on n'a pas l'habitude d'envoyer les filles à l'école. On résume le rôle de la femme comme celle qui doit s'occuper des affaires de la maison, une productrice quoi ! » (ULDRF2).

« Il arrive parfois que les parents obligent la fille à se marier parce que son éducation ne leur apporte rien » (ULSOF4)

Enfin, un autre groupe pointe du doigt le « manque de responsabilités des parents et des enseignants » dans l'éducation des filles. Ils ne les encouragent pas et continuent à faire véhiculer des notions de supériorité du garçon sur la fille. Ce complexe est porté par les enseignants qui n'envoient pas les filles au tableau, qui les insultent quand elles font des erreurs. Chez les parents, ce sont des insultes sexistes, du peu d'intérêts témoigné aux résultats scolaires de la fille, etc.

« La mémoire des filles est plus faible que celle des garçons. Quand on fait un cours, c'est le garçon qui comprend le premier. Avec ça la fille perd patience et se décourage et un complexe d'infériorité naît par rapport aux garçons. Continuer l'école devient une perte de temps. Elles démissionnent et rejoignent l'apprentissage » (ULFAF2).

Le second groupe de raisons ressorties lors des discussions de groupes concerne le manque de volonté, l'absence d'ambition, le découragement des filles. Pour plusieurs enquêtés, les causes des disparités résultent du peu d'intérêt porté par les filles sur la scolarisation. Nombreuses sont ces filles qui aux moindres difficultés, doublées, comme nous venons de le dire par, le non encouragement des parents, abandonnent l'école pour l'apprentissage. Elles ne voient pas l'importance d'une bonne scolarisation du fait que le modèle qu'elles ont en face d'elles est leurs sœurs qui ont abandonné et qui pour autant ne se lamentent pas trop :

« Souvent, on voit que la fille aussi aime un peu la facilité, elle n'arrive pas à s'adapter. Au lieu d'être courageuse et dire que moi aussi je vais faire ce que les hommes font, la fille a peur et n'aime pas s'engager dans des domaines difficiles, ce qui freine aussi l'éducation de la jeune fille » (ULSNF3).

⁶ URD (2002) – Famille, migrations et urbanisation au Togo. Fascicule 1 : Résultats de l'enquête qualitative – Lomé, URD, DGSCN, 119 p. + annexes

« Les filles ne veulent pas faire de l'effort. Elles n'ont pas d'ambitions » (ULMAH4).

Enfin, la dernière raison évoquée par les participantes aux groupes de discussions a trait à la pauvreté dans laquelle se trouvent de nombreux ménages qui ne leur permet plus de subvenir aux charges éducatives des enfants et spécialement des filles :

« Après le BAC, il y a certains parents qui n'ont pas d'argent pour envoyer leurs filles à l'université » (UPESF2).

Pour d'autres fois, les parents pensent que le fait d'avoir le BAC est l'ultime chose qu'ils peuvent faire et que les filles doivent maintenant songer à leur « retourner l'ascenseur ». Ces parents ont consentis d'innombrables efforts pour assurer la scolarisation de leurs enfants. Le baccalauréat arrive comme le couronnement de tout leur effort et spécialement pour la fille, il est temps qu'elle apporte leur soutien pour la résolution des problèmes du ménage :

« Mes parents m'ont appelé ... comme quoi, ils vont me trouver un boulot et comme ça je vais les aider à la maison pour payer l'électricité, que vraiment, ils ont beaucoup dépensé pour moi et que maintenant, ils n'auront plus de moyens pour m'aider à continuer mes études » (UPEG2).

III.2- Les causes inhérentes au système éducatif supérieur

En face des raisons que nous venons d'évoquer et qui concernent spécialement les cursus antérieurs des filles (primaire, secondaire, lycée), d'autres raisons, cette fois-ci intrinsèques au système d'enseignement supérieur permettent de comprendre les disparités de genre. Ces causes doivent permettre également de cerner pourquoi, il y en a davantage de disparités dans les universités publiques que privées et pourquoi il y en a plus dans les formations non scientifiques que dans les formations scientifiques.

Les participants parlent de la cherté de l'enseignement supérieur doublé d'un manque de soutien ou de pauvreté des parents qui les obligent à se chercher d'autres moyens auprès des hommes et par la suite abandonner carrément l'université. En augmentant en grade, les besoins en terme de scolarité et d'autres besoins augmentent :

« Elle doit avoir des moyens et puis pour avoir ces moyens là, du fait que les parents accordent peu d'importance à la scolarité des jeunes filles, ce fait là les obligent à chercher des sources. Elles n'ont pas de bourses ni de travail à l'université. De ce fait, elles se donnent aux grands hommes pour avoir les moyens de satisfaire leurs besoins et acheter les documents. Ce faisant, cela ne leur permet pas d'avoir beaucoup de temps pour étudier. Donc, manque de temps, tu n'étudies pas et tu n'avances pas. » (ULDRF2).

En sus de ce problème, il y a l'absence d'emploi à la sortie qui décourage les filles à poursuivre les études. Plusieurs études ont ainsi montré que pour des qualifications égales, les filles ont non seulement des difficultés pour trouver un emploi, mais en plus, quand elles arrivent à en trouver, elles sont largement moins payées que les hommes.

« Certaines filles n'ont pas eu le BAC mais, elles rejoignent leur maman au marché et arrivent à gagner facilement 200 000 F par semaine, alors même qu'une maîtrise en économie ou en gestion ne permet pas de gagner 200 000F par mois » (ULHIF1).

« A voir les grandes sœurs qui ont avancé dans les études et ont leur maîtrise et enfin de compte n'ont rien de fiable, ça décourage à aller loin. On se dit à quoi bon » (ULESF2).

Par ailleurs, les filles après quelques échecs arrivent à l'Université et songent à autre chose qu'à faire encore plusieurs années à l'Université :

« Déjà une fille qui est en première, deuxième ou troisième année pense plus au mariage quoi. C'est vrai qu'il faut les études mais à quoi bon finir si après je ne trouve pas un bon mari ? ce qui fait que quand une situation se présente, on se dit que je vais me marier et après je vais continuer les études et souvent ce n'est pas facile de pouvoir cumuler et les études et une vie conjugale, ce qui fait que la plupart abandonne en chemin » (ULSNF3).

« Quand les filles arrivent à l'Université, les gens disent, toi tu es une fille, c'est un homme qui va s'occuper de toi après, tu es allée chercher quoi à l'Université » (ULSNF3).

« Souvent on dit que quand la femme évolue trop, elle n'aura pas la chance de trouver un mari. Donc, on a peur de continuer parce qu'on a pas de mari or on ne peut pas faire deux choses à la fois, se marier et aller à l'école » (ULDRF2).

De ce fait, les formations de courtes durées tels les BTS apparaissent comme une solution rapide pour avoir un diplôme universitaire. Ces formations leur permettent de vite avoir leur diplôme et de vite trouver un emploi.

Le fond du problème n'est pas de réduire la durée de la formation à l'université publique, il s'agit plutôt de créer les conditions qui limitent les échecs dans les cycles inférieurs et à l'Université et qui amènent les filles à l'Université à un âge moins avancé.

L'autre explication avancée par les enquêtés concernent les conditions d'étude même dans l'enseignement supérieur public.

« Ici, c'est la jungle » (ULMAF1).

« Nous avons remarqué ici à Lomé, surtout au niveau de l'université il y a de la merde, excusez-moi le terme » (UPESF2)

« Il faut voir comment les camarades garçons réagissent quand une fille se présente devant pour prendre une responsabilité » (ULDRF2).

Enfin, et cela est révélé par les garçons, c'est la recherche de la facilité qui conduit surtout les filles dans les formations de courtes durées :

« Les filles choisissent la facilité. Au campus, il faut 4 ans. Or dans les formations BTS, c'est deux ans. Elles préfèrent vite finir, se marier et travailler. » (ULMAH4).

« Comme je l'ai dit, la femme, c'est une créature qui aime les facilités. Dans les BTS, il n'y a pas d'échecs comme à l'Université de Lomé. Donc, les filles qui n'aiment pas faire d'efforts préfèrent se diriger vers les BTS » (ULDRH2).

IV- LES MESURES PROPOSEES POUR ARRIVER À L'EQUITE DE GENRE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AU TOGO

L'analyse des disparités liées à l'équité de genre dans l'enseignement supérieur au Togo révèle plusieurs problèmes qui sont à la fois d'ordre socioculturel, économique, etc. Ces problèmes sont soit extérieurs au système éducatif supérieur dans ce sens qu'ils concernent les ordres d'enseignement inférieur (primaire, secondaire, lycée), soit intrinsèque au système lui-même. Étant donné la multiplicité de ces problèmes et des acteurs qu'ils touchent, il est essentiel de bien cibler les actions à mener si on veut voir demain les problèmes de disparité se réduire dans l'enseignement supérieur.

Des solutions ont été proposées par des étudiantes et des responsables d'enseignement supérieur lors de nos investigations afin de contribuer à l'amélioration de l'accès et du maintien des filles dans les formations supérieures.

IV.1- A l'endroit des communautés

Pour améliorer l'accès des filles dans les formations supérieures, il est primordial de continuer par sensibiliser les parents et les membres de la communauté sur le bien fondé d'une formation supérieure pour les filles au même titre que pour les garçons.

« Il va falloir aller dans les villages reculés et sensibiliser les parents sur ce point. Il faut que les parents apprennent au garçon comme à la fille de faire la même chose » (ULDRF2).

Ce point de vue est également partagé par les chefs de département. Selon ces chefs de département, pour certains parents les filles ne constituent pas une main d'œuvre, mais une mine d'or quand elles se marient.

Il faut conscientiser ces parents en leur montrant que ces filles valent plus que des mines d'or si elles sont bien éduquées. Il faut noter que ces sensibilisations sont déjà menées pour l'atteinte des objectifs de l'EPT, mais aujourd'hui, l'éducation supérieure a toute sa place. Il faut que les messages portent également sur l'enseignement supérieur, capital au développement économique de nos pays :

« Il faut sensibiliser les communautés à la nécessité d'envoyer les filles à l'école. Aucun pays ne peut se développer sans une formation supérieure, c'est la formation supérieure qui constitue le levier du développement dans le monde. » (Directeur de la planification de l'éducation).

« Il faut que ce travail de conscientisation commence dès le bas âge où il faut donner le même traitement aux filles comme aux garçons » (ULDRH2).

IV.2- A l'endroit des filles elles-mêmes

A la question « que pensez-vous qu'on puisse faire pour améliorer l'accès des filles dans les formations supérieures ? », certaines filles ont reconnu qu'elles doivent elles-mêmes arriver

à se dépasser en fournissant plus d'efforts. Il faut qu'elles arrivent à se sortir des sentiers battus, à refuser le dicton qui fait d'une femme « le genre faible ». Pour cela, elles aussi ont besoin d'être sensibilisées, d'être conscientisées comme le souligne ce groupe d'étudiantes lors des discussions :

« Il faut sensibiliser les filles en leur faisant comprendre qu'elles ne sont pas là seulement pour se marier et avoir les enfants. » (ULSNF3).

« Je demande aux femmes de se battre, de se prendre en charge, de ne pas attendre. Le droit ne se donne pas, il faut l'avoir, le prendre. » (Un chef de Département).

IV.3- A l'endroit de l'Etat

Les recommandations à l'endroit de l'Etat en vue de réduire les disparités de genre dans l'enseignement supérieur concerne spécialement des politiques discriminatoires en faveur des filles dans les frais de scolarité, l'amélioration des conditions d'apprentissage (effectifs, etc.) qui réduisent les échecs et favorisent de ce fait les réussites, la protection des filles contre les harcèlement sexuels, les mariages précoces, etc. Ces mesures doivent renforcer l'offre d'éducation dans le sens de la gratuité des frais scolaires au cours primaire et des objectifs du millénaire : enseignement primaire avec achèvement pour tout le monde. Par ailleurs, les dispositions doivent être prises pour réduire tout au long du cursus scolaire, les taux de redoublement et d'abandon des filles, comme le mentionnent Marie-France Lange, en rendant le système éducatif togolais moins sélectif et en subventionnant beaucoup plus l'éducation des filles.

Ainsi, il ressort des entretiens que, pour encourager l'accès des filles dans les formations supérieures :

« Il faut que l'Etat trouve d'emploi à nos sœurs qui ont terminé leurs études universitaires pour encourager aussi les autres filles à aller sur le campus ». (UPCIF2)

D'autres solutions ont été soulevées telles que la subvention des études des filles qui est revenue plusieurs fois dans l'intervention des étudiantes, la subvention des centres de formation supérieure pour que ces centres diminuent les frais de scolarité pour ainsi aider les filles qui veulent bien suivre ces formations mais qui n'ont pas les moyens nécessaires pour le faire. Pour les indigents, ceux qui n'ont pas les moyens, leur accorder une inscription gratuite, il faut un suivi des filles depuis le primaire, la discrimination positive. Cela requiert l'assentiment de certains chefs de département également :

« Il faut une discrimination au niveau des frais de scolarité, une inscription gratuite des filles ». (Un directeur des études). (Un chef de département).

« Pour encourager les filles, il faut que l'Etat revoie les primes pour celles qui réussissent, les envoyer à l'étranger pour poursuivre, par exemple » (ULFAH3).

C'est la même solution qu'envisage le Directeur de la planification de l'éducation lors de notre entretien puisque selon lui aucune solution ou action n'a été encore entreprise concrètement dans ce sens. Il le dit bien en ces termes: " *Je crois que pour le moment la réflexion est en cours pour voir dans quelle situation on peut appliquer la discrimination positive à l'égard de la jeune fille, par exemple si le garçon paye 25000 F, pourquoi ne pas faire payer à la fille 12000 F*". En outre, ce qu'il y a lieu de faire selon lui, c'est faire le diagnostic de l'enseignement supérieur, l'Etat doit asseoir une politique sectorielle qui doit s'imposer à l'ensemble du pays et enfin que l'Etat remette les bourses d'études pas nécessairement pour tout le monde mais des bourses d'excellence par faculté pour encourager les études.

Pour la plupart des étudiantes et certains chefs de département, il faut que l'Etat revoie les conditions de travail des étudiants c'est-à-dire revoir les infrastructures universitaires. Par exemple à la question pourquoi il y a moins de filles à l'université de Lomé que dans les formations BTS ? Une étudiante de l'ESSD répond en ces termes :

« Moi je vois que c'est compte tenue du nombre pléthorique des étudiants, tu vois dans les amphis, les étudiants sont au-delà de 1000 et il faut faire des gymnastiques avant de trouver une place, se lever très tôt pour pouvoir suivre les cours. Tout cela déçoit. »

Et au chef d'un département de l'université de Lomé de dire :

« Il faut améliorer les conditions de place et d'accès plus facile aux documents ».

Allant dans le même sens, une étudiante de la faculté des sciences a également dit :

« Je voudrais dire qu'au niveau de la bibliothèque, il faut renouveler les documents, parce que les documents qui sont là datent de l'ouverture de la bibliothèque, alors que de jour en jour, il y a de nouveaux documents qui apparaissent ».

Un autre problème relevé par les enquêtés est celui des étudiantes qui tombent enceintes et arrêtent les études. La plupart ont proposé que l'Etat prenne des mesures en faveur des filles mères pour la poursuite de leurs études.

Brenda Courley exige des « haltes-garderies pour que les femmes qui souhaitent poursuivre une carrière universitaire puissent faire garder leurs enfants » Enfin, Louis Chauvel recommande « qu'il faut faire tomber les mythes de genre ou d'auto-sélection dans la formation universitaire qui supposent que les filles ont une réelle aversion pour les filières scientifiques ou sélectives. »

Une étudiante déscolarisée le souligne en ces termes

« Il faut que l'Etat mette en place une politique qui permettra aux étudiantes qui ont abandonné les études à cause d'une grossesse et qui ont ce désir de continuer les études ». (Une étudiante déscolarisée).

Le chef de département d'histoire a également proposé des solutions allant dans le même sens concernant ce problème.

Mais plus que tout, les enquêtés demandent à l'Etat de protéger les jeunes filles :

« Elles n'ont pas de structures nécessaires qui les protègent contre les avances des garçons et des professeurs » (Une étudiante déscolarisée).

Pour ce qui concerne le harcèlement sexuel, il faut voter des lois sanctionnant cet acte.

IV.4- A l'endroit des responsables de l'université

Pour les étudiantes de l'Université de Lomé, il faut instaurer le système de suivi des filles (TUTORAT) instauré au niveau de la faculté des sciences par les dames de la fac à toutes les autres facultés. Pour une étudiante de la fac des sciences, *« il faut organiser des causeries débats pour les filles et les grandes dames »*. Pour d'autres, *« il faut inciter les filles dès le primaire à faire les matières scientifiques, que les écoles encouragent les filles à aller au-delà des formations de pointe, former les spécialistes en science, c'est-à-dire faire la promotion de l'orientation des filles dans les filières scientifiques et techniques en créant un programme de bourses de soutien pour encourager les filles à s'inscrire dans ces filières. Il faut un encouragement de la part des professeurs à l'endroit des filles, aussi, il faut la médiatisation des facultés et des écoles pour valoriser leur importance »*.

IV.5- A l'endroit des ONG

Selon le Directeur de la planification, que les ONG s'investissent dans l'éducation des filles dans le supérieur en accordant des bourses, pas seulement au primaire. Pour le Directeur des études de CIFOP, les ONG doivent passer de porte en porte, sensibiliser les filles et non faire du lobbying médiatique. Que les ONG aident les filles à s'intégrer dans la vie associative. Il faut également un renforcement des capacités des ONG en matières d'éducation pour leurs permettrent d'accroître le niveau d'information et de protection des femmes et des adolescentes contre les IST/VIH/SIDA et les grossesses précoces.

CONCLUSION

Cette étude a permis d'analyser les conditions pour la réduction des inégalités de genre dans l'enseignement supérieur au Togo. De manière spécifique, elle a fait ressortir sur le plan quantitatif les disparités de genre à tous les niveaux et dans toutes les filières ou facultés de l'enseignement supérieur togolais, permis de comprendre les causes de ces disparités et d'apporter des propositions de solutions plus ciblées.

Pour ce faire, une collecte quantitative doublée d'une collecte qualitative ont été menées. Ces collectes se sont déroulées à Lomé. La collecte quantitative a porté sur une analyse des statistiques des effectifs de filles et de garçons de l'enseignement supérieur tant public que privé à Lomé de 1997 à 2005. Les collectes qualitatives ont porté sur des focus groups avec des étudiants des deux sexes et des entretiens individuels avec des responsables de l'enseignement supérieur au Togo. Au total, 14 focus ont été menés et 12 entretiens individuels. Le logiciel EPI INFO a été utilisé pour la saisie des données quantitatives et SPSS pour les analyses. L'analyse des données qualitatives a été réalisée par la méthode de l'analyse des contenus.

Les résultats quantitatifs ont fait ressortir l'épineux problème de disparités de genre dans l'enseignement supérieur au Togo, plus prononcées dans le public que dans le privé et dans les cycles scientifiques que dans les cycles non scientifiques. De même, ces résultats ont montré que comparativement aux étudiants, les filles sont plus nombreuses à échouer puis à abandonner l'université, accentuant de ce fait les problèmes de disparités. Une raison évidente de la disparité est déjà qu'il y a vraiment peu de filles à la porte d'entrée de l'université du à une déperdition plus forte observée chez elles dans les degrés inférieurs de l'enseignement. La disparité horizontale observée est due au type de baccalauréat que les filles obtiennent le plus souvent et à la sélection par des concours d'entrée dans certaines facultés.

L'enquête qualitative menée a permis d'élucider d'autres causes de cette disparité. Les raisons qui l'expliquent sont de deux ordres. Le premier dépasse le cadre même de l'université et est lié aux facteurs tels que culturels - la place de la femme dans la société, le manque d'ambition et d'engagement des filles - ; économiques qui ne leur facilitent pas les études, elles sont contraintes de démissionner ou de trouver un « *grotto* » pour les financer et par conséquent gérer les problèmes liés à la présence même de *grotto* dans leur vie.

Le deuxième type de facteurs est lié à l'offre d'éducation ; l'université publique est encombrée et n'offre plus le minimum de conditions d'études ; et les filles en pâtissent plus que les garçons.

Des propositions de solutions qui ont découlé de ces constats, il faut d'abord agir sur les mentalités et les préconçus culturels ; un travail de sensibilisation s'impose pour amener la société à un changement progressif de mentalité sur le statut social de la femme. De ce changement de mentalité, viendra une plus grande motivation et des ambitions accrues chez la fille à tous les niveaux ou degré de l'enseignement. Il faut adopter ou améliorer l'éducation sexuelle dans les programmes d'enseignement, pour que les filles ne soient plus obligées d'abandonner l'école pour cause de grossesse non désirée.

Il s'agit également d'améliorer et d'accroître l'offre d'éducation à l'université pour tous les étudiants sans discrimination de sexe ; les étudiantes y trouveront forcément pour leur compte.

La réduction des disparités dans l'enseignement supérieur demande qu'on mette l'accent sur la tenue des statistiques dans les différentes universités du Togo. Il est tout aussi urgent de donner une plus grande envergure à cette étude en la menant d'une part dans l'ensemble des universités du Togo, dans les lycées et en l'orientant davantage vers les réussites des filles. La question centrale soulevée par l'ensemble des résultats concerne la qualité de l'enseignement (supérieur) pour les filles, non pas seulement en terme de réussite mais surtout en terme de finalité. Il convient donc de poser en même temps que les questions de disparités, les questions de l'adéquation entre la formation reçue et les débouchés du marché de l'emploi.

BIBLIOGRAPHIE

Adjiwanou, V. (2003). "Les facteurs explicatifs des acquisitions scolaires des élèves du primaire : Evidence pour le Burkina Faso". Mémoire de DEA. Centre d'Etudes et de Recherches en Economie Internationale (CERDI – France).

Adjiwanou, V. (2005). "Impact de la pauvreté sur la scolarisation et le travail des enfants de 6-14 ans au Togo", Communication présentée à la Conférence Régionale sur l'éducation en Afrique, 1^e et 2 novembre 2005, Dakar.

Adjomada K., Gozo K. et M'Gbouna K., 1989 – *La scolarisation, Analyse des données du recensement général de la population et de l'habitat 1981*, Document-analyse n°10, Direction de la Statistique, Lomé 104p.

Akpaki R., (2001), Accès des filles à l'école et déperdition scolaire féminine au Bénin : (ex-Dahomey) : analyse des faits et suggestions pour une meilleure contribution des femmes au développement du pays in «*Colloque International « Genre, Population et Développement en Afrique »* ; Section VI.2 La persistance des inégalités dans l'éducation. Abidjan ; Juillet 2001, 11p.

Ali N., 1982 – *l'éducation collective au temps des Allemands*, Université du Bénin, Lomé.
Banque Mondiale, 1995 – "Togo : scolarisation et scolarité des filles dans l'enseignement primaire", Rapport sectoriel, Division Population et Ressources Humaines, Département Afrique du Centre-Ouest, Région Afrique, Togo, 45p.

Baudelot C. et Estabiet R., 1992 : *Allez les filles !*, Paris, Seuil.

Bouya A., 1994 – "Education des filles : quelles perspectives pour l'Afrique subsaharienne au XXI^e siècle ?", *Afrique et Développement*, vol.XIX, n°4, pp. 11-34.

Coomb Ph. (1989).- *La crise mondiale de l'éducation.*- Paris : Nouveaux Horizons, 371 p.
Direction Générale de la Planification de l'Education (1994-1995) "*Annuaire national des Statistiques scolaires*", 30^e année, p. 15-32

Dupont B. (1980).- *Fille ou garçon : la même éducation ? : Etude sur les programmes scolaires dans le secondaire.*- Paris, UNESCO, 96 p.

ENSEA (1997) – Etude sur l'efficacité interne du système d'enseignement supérieur (1997) en Côte d'Ivoire. – Rapport d'étude.

Komlan A. M., 1982 – *Les politiques scolaires coloniales au Togo 1884- 1960*, Thèse de doctorat, Université de Genève, 354p.

Kouwonou, R. (2001). "Politiques éducatives et système éducatif actuel au Togo" in «*La demande d'éducation en Afrique : Etat des connaissances et perspectives de recherche* » Pilon

Lange M-F et Pilon M., 2000. « La persistance des inégalités d'accès à l'instruction », in *Rapports de genre et questions de population, II. Genre, population et développement* (sous la

direction de Michel Bozon et de Thérèse Locoh), Dossiers et recherches n° 85, août, Paris, INED, pp. 68-80.

Lange M-F, (1993), *Crise économique et déscolarisation en Afrique sub-saharienne: le cas du Togo*, in: LIVENAIIS Patrick et Vaugelade Jacques, Education, changements démographiques et développement, p. 171-188, Colloques et séminaires –ORSTOM, Paris.

Lange M-F, (1998), *L'école au Togo: Processus de scolarisation et institution de l'école en Afrique*, Karthala, Paris, 337p.

Lange M-F., 1987 – "Le refus de l'école : pouvoir d'une société civile bloquée ?", *Politique Africaine*, n°27, Karthala, Paris, pp.74-86

Lange M-F., 1991 – "Cent cinquante ans de scolarisation au Togo : bilan et perspectives", Les Etudes de l'URD, Unité de Recherche Démographique (URD), Lomé, 174p.

Lee, J-W., Barro, R.J. (2000). "Schooling Quality in a Cross section of Countries". *Journal of economic Literature*, 12, J24.

Marcoux R., 1994 - *Le travail ou l'école. L'activité des enfants et les caractéristiques des ménages en milieu urbain au Mali*, Coll. *Études et travaux du CERPOD*, Bamako, n°12,

Marcoux Richard, 1998. « Entre l'école et la calebasse. Sous-scolarisation des filles et mise au travail à Bamako », in Lange M.-F., *L'école et les filles en Afrique. Scolarisation sous conditions*, Karthala, Paris, pp. 73-95.

Ministère de l'Education Nationale, (1996) – "Etude sur l'impact de l'exonération des filles des zones rurales des frais d'écolage", Projet Education CLEF USAID, Rapport d'études, Lomé, 88p sans annexe.

Nations Unies (1991).- *Rapport Mondial sur le développement humain*, New York : Nations Unies.

Nations Unies (1995).- *Les femmes dans le monde : des chiffres et des idées*.- New York : Nations Unies, p.93-108.

Occansey K. 1972 – "Contribution à l'histoire de l'enseignement au Togo", Thèse de doctorat d'Etat en droit, Université de Strasbourg, 511p.

Pilon M. (1995) "Les déterminants de la scolarisation des enfants de 6 à 14 ans au Togo en 1981 : Apports et limites des données censitaires" in : *Cahiers des Sciences Humaines*; Vol.31; NE3; pp.697-718.

Pilon M., (1991) – "Scolarisation et stratégies familiales, possibilités d'analyse à partir des données d'enquêtes démographiques. Illustration auprès des Moba-Gurma du nord-Togo", in

Livenais P. et Vaugelade I.(éds.), *Education, changements démographiques et développement*, IVèmes Journées Démographiques de l'ORSTOM, Coll. "Colloques et Séminaires", ORSTOM, Paris, 11-13 septembre 1991, pp.79-92.

Quashie et al., (1992) – "La scolarisation des filles au Togo : Problèmes et perspectives", Rapport d'études, Lomé, 86p.

RAPPORT MONDIAL DE SUIVI SUR L'EPT (2003/2004) – Genre et Education pour tous : le pari de l'égalité. – UNESCO, Paris.

Ravallion, M., Wodon, Q. (2000). "Does child labor displace schooner? Evidence on behavioral responses to an enrolment subsidy", *The Economic Journal*, C158-C175.

Schultz Paul (2001). "Why government should invest more to educate girls", *Journal of economic Literature*, I21, I22, J16, J31

SOFEG (2004) – Etude sur l'Enseignement Supérieur dans l'UEMOA, Pour une meilleure vision de l'enseignement supérieur : Intégration, Pertinence et Qualité. – Rapport final.

Tchamégnon Y., (1984). "Les déperditions scolaires à l'école primaire au Togo de 1975 à 1984 : Cas de la Préfecture du Golfe". Mémoire pour l'Obtention du Diplôme de l'ENA, Lomé, 83 pages sans annexe.

UNESCO (1993).- L'éducation des filles, déclaration et cadre d'action de Ouagadougou; Conférence panafricaine sur l'éducation des filles" Ouagadougou, Burkina-Faso, Avril

UNESCO (1995).- Rapport sur l'état de l'Education en Afrique : Stratégies éducatives pour les années 90 : orientations et réalisations.- Paris : UNESCO, 206 p.

URD (2002) – Famille, migrations et urbanisation au Togo. Fascicule 1 : Résultats de l'enquête qualitative – Lomé, URD, DGSCN, 119 p. + annexes

Vignikin, K., Adjwanou, V. (2004). "Les déterminants de la pratique contraceptive au Togo : Analyse à partir des données de l'enquête démographique et de santé 1998", Groupe International de Partenaires Population – Santé (GRIPPS) ; URD, Lomé 35p. vol.31, n°3, ORSTOM, Paris, pp.697-718.

**PERSPECTIVES GENRE DES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE
LA FORMATION SUPERIEURE**

DOCUMENT 1 :

**CANEVAS POUR LES ENTRETIENS INDIVIDUELS AVEC LES CHEFS DE
DEPARTEMENT / DIRECTEURS DES ETUDES**

Introduction

Bonjour Monsieur/Madame,

Je m'appelleNous faisons une étude pour le compte de ROCARE (Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education) pour appréhender les causes des disparités de genre dans le tertiaire. Nous vous remercions pour votre participation à cette étude. Les noms et les informations d'identification des personnes seront détruits et n'apparaîtront dans aucune publication. Cette interview nous prendra environ 40 minutes. Votre coopération est vitale pour le succès de cette étude et votre participation est hautement appréciée. Tout ce que vous aurez à dire restera strictement confidentiel. Pouvons-nous commencer ?

Identification

Type d'établissement

Age

Sexe

Nombre d'années en tant que chef de département

Autres informations

.....
.....
.....
.....

Questions

1. D'après nos investigations, nous constatons qu'il y a moins de filles que de garçons à l'Université et plus spécialement dans votre département, selon vous, qu'est-ce qui explique cette disparité ?
2. Que peut-on faire pour régler ce problème de disparités d'accès des filles à l'Université ? (Venant de l'Etat, de la Communauté, des ONG, etc....).
- Et dans votre département ?
3. Et comment expliquez-vous qu'il y a moins de filles qui vont à l'Université de Lomé que dans les formations BTS ?

4. Un autre problème qui se pose aux filles est leur maintien dans le système éducatif, dites-nous en tant que premier responsable de ce département, quels sont les problèmes que rencontrent particulièrement les filles de votre département et qui ne favorisent pas leur maintien ou leur réussite ?
5. Quelles solutions préconisez-vous pour le maintien et la réussite des filles à l'Université ? (Venant de l'Etat, de la Communauté, des ONG, etc....).
6. Aviez-vous particulièrement mis en œuvre des actions pour encourager l'accès ou le maintien des filles à votre département ?
 - Si oui, lesquelles ?
 - Quels résultats cela a donné ?
 - Si NON, pourquoi ?
7. Pensez-vous qu'il y aura équité de genres dans les années à venir ?
8. Sur quoi, vous basez-vous pour faire cette affirmation ?

AVEZ-VOUS AUTRES CHOSES À DIRE ?

PERSPECTIVES GENRE DES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE LA FORMATION SUPERIEURE

DOCUMENT 2 :

CANEVAS POUR LES ENTRETIENS INDIVIDUELS AVEC LES RESPONSABLES DE L'ENSEIGNEMENT DU SUPERIEUR

Introduction

Bonjour Monsieur/Madame,

Je m'appelleNous faisons une étude pour le compte de ROCARE (Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education) pour appréhender les causes des disparités de genre dans le tertiaire. Nous vous remercions pour votre participation à cette étude. Les noms et les informations d'identification des personnes seront détruits et n'apparaîtront dans aucune publication. Cette interview nous prendra environ 45 minutes. Votre coopération est vitale pour le succès de cette étude et votre participation est hautement appréciée. Tout ce que vous aurez à dire restera strictement confidentiel. Pouvons-nous commencer ?

Identification

Age

Sexe

Nombre d'années en tant que Responsable

Autres informations

.....

.....

.....

.....

Questions

1. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur la scolarisation des jeunes filles au Togo ?
- Pourquoi ?
2. Comment expliquez-vous qu'il y a moins de filles dans l'Enseignement Supérieur ?
3. Et comment expliquez-vous qu'il y a moins de filles qui vont à l'Université de Lomé que dans les formations BTS ?
4. Dites-nous, quelles sont les politiques qui sont mises en œuvre pour promouvoir l'accès et le maintien des filles à l'enseignement supérieur ?

5. Pourquoi ces politiques n'arrivent pas à enrayer les disparités ?
6. Que pensez-vous qu'on aurait du faire ?
 - Etats
 - Parents/Communautés
 - ONG
7. Pensez-vous qu'il y aura équité de genres dans les années à venir ?
8. Sur quoi, vous basez-vous pour faire cette affirmation ?

AVEZ-VOUS D'AUTRES CHOSES A DIRE ?

PERSPECTIVES GENRE DES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE LA FORMATION SUPERIEURE

DOCUMENT 3 :

CANEVAS POUR LES FOCUS GROUPS AVEC LES ETUDIANTES DE L'UNIVERSITE DE LOME

Introduction

Bonjour Mesdames,

Je m'appelleet lui/elle, c'estNous faisons une étude pour le compte de ROCARE (Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education) pour appréhender les causes des disparités de genre dans le tertiaire. Nous vous remercions pour votre participation à cette étude. Les noms et les informations d'identification des personnes seront détruits et n'apparaîtront dans aucune publication. Cette discussion nous prendra environ 45 minutes. Votre coopération est vitale pour le succès de cette étude et votre participation est hautement appréciée. Tout ce que vous aurez à dire restera strictement confidentiel. Pouvons-nous commencer ?

Questions

1. Quels sont les critères de choix de sa faculté ? (Comment choisit-on sa faculté ?)
2. Comment expliquez-vous qu'il y a moins de filles qui arrivent à l'Université ?
3. Et comment expliquez-vous qu'il y a moins de filles qui vont à l'Université de Lomé que dans les formations BTS ?
4. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez et qui ne favorisent pas votre maintien et votre réussite à l'Université ?
 - A quoi sont-elles dues ?
5. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans votre département ?
 - Pourquoi ?
6. Que peut-on faire pour inciter les filles à venir et à rester à l'Université ?
7. Pensez-vous que votre avenir sera meilleur que celui des autres filles qui n'ont pas reçu de formation universitaire ?
 - Pourquoi ?

PERSPECTIVES GENRE DES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE LA FORMATION SUPERIEURE

DOCUMENT 4 :

CANEVAS POUR LES FOCUS GROUPS AVEC LES ETUDIANTES DES FORMATIONS BTS

Introduction

Bonjour Mesdames,

Je m'appelleet lui/elle, c'estNous faisons une étude pour le compte de ROCARE (Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education) pour appréhender les causes des disparités de genre dans le tertiaire. Nous vous remercions pour votre participation à cette étude. Les noms et les informations d'identification des personnes seront détruits et n'apparaîtront dans aucune publication. Cette discussion nous prendra environ 45 minutes. Votre coopération est vitale pour le succès de cette étude et votre participation est hautement appréciée. Tout ce que vous aurez à dire restera strictement confidentiel. Pouvons-nous commencer ?

Questions

1. Quels sont les critères de choix de sa filière ? (Comment choisit-on sa faculté ?)
2. Comment expliquez-vous qu'il y a moins de filles qui arrivent à l'Université (Université de Lomé et Formations BTS) ?
3. Et comment expliquez-vous qu'il y a plus de filles qui sont dans les formations BTS qu'à l'Université de Lomé ?
4. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez et qui ne favorisent pas votre maintien et votre réussite dans les formations BTS ?
 - A quoi sont-elles dues ?
5. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans votre filière ?
 - Pourquoi ?
6. Que peut-on faire pour inciter les filles à rester davantage à l'Université publique ?
7. Pensez-vous que votre avenir sera meilleur que celui des autres filles qui n'ont pas reçu de formations universitaires ?
8. Pourquoi ?

PERSPECTIVES GENRE DES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE LA FORMATION SUPERIEURE

DOCUMENT 5 :

CANEVAS POUR LES FOCUS GROUPS AVEC LES ETUDIANTES QUI ONT ABANDONNE LEURS ETUDES SANS AVOIR OBTENU DE DIPLOMES

Introduction

Bonjour Mesdames,

Je m'appelleet lui/elle, c'estNous faisons une étude pour le compte de ROCARE (Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education) pour appréhender les causes des disparités de genre dans le tertiaire. Nous vous remercions pour votre participation à cette étude. Les noms et les informations d'identification des personnes seront détruits et n'apparaîtront dans aucune publication. Cette discussion nous prendra environ 45 minutes. Votre coopération est vitale pour le succès de cette étude et votre participation est hautement appréciée. Tout ce que vous aurez à dire restera strictement confidentiel. Pouvons-nous commencer ?

Questions

1. Quelles sont les raisons/difficultés qui vous ont amené à arrêter les études ?
 - qui relève de l'Université
 - qui relève de la communauté
 - qui relève de vous
 - autres
2. Le regrettez-vous ?
 - Pourquoi ?
3. Comment expliquez-vous qu'il y a moins de filles qui arrivent à l'Université (publique comme privée) ?
4. Que peut-on faire pour inciter les filles à rester davantage à l'Université (publique comme privée) ?
5. Pensez-vous que votre avenir sera meilleur que celui des autres filles qui sont restées à l'Université ?
 - Pourquoi ?

**PERSPECTIVES GENRE DES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE LA
FORMATION SUPERIEURE**

**DOCUMENT 4 : GRILLE DE COLLECTE DES DONNEES DU VOLET RECHERCHE
DOCUMENTAIRE**

ETABLISSEMENT : FACULTE / ECOLE :
.....

DEPARTEMENT / FILIERE : ANNEE D'ETUDE :
.....

DOYEN DE LA FACULTE : CHEF DU DEPARTEMENT :
.....

ANNEES	EFFECTIF			NOMBRE D'ADMIS			Observation
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	
2005-2006							
2004-2005							
2003-2004							
2002-2003							
2001-2002							
2000-2001							
1999-2000							
1998-1999							
1997-1998							
1996-1997							